

unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 20 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PRESTA'CASSE**

Z.A les Grandes Landes  
17 rue Blaise Pascal  
35580 Guichen

Références : UD35/2023-725  
Code AIOT : 0005520933

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement PRESTA'CASSE implanté Z.A les Grandes Landes 17 rue Blaise Pascal 35580 Guichen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRESTA'CASSE
- Z.A les Grandes Landes 17 rue Blaise Pascal 35580 Guichen
- Code AIOT : 0005520933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Presta'casse est spécialisée dans la démolition, achat et vente de produits de récupération métaux et divers négoce de matériels véhicules machines outils et d'équipements automobiles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect de l'arrêté de mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 5  | Rejets aqueux                   | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.2.1 | Sans objet        |
| 6  | Gestion des déchets radioactifs | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.2 | Sans objet        |
| 9  | Installations électriques       | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1 | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.2 | Sans objet        |
| 2  | Emissions sonores  | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 6.2.2 | Sans objet        |
| 3  | Zones à risques de l'établissement                       | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.1.1 | Sans objet        |
| 4  | Détection de fumées                                      | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.3 | Sans objet        |
| 7  | Registre d'enlèvement des batteries                      | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1 | Sans objet        |
| 8  | Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4 | Sans objet        |
| 10 | Moyens de lutte contre l'incendie                        | Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.2.3 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des points de contrôle vérifiés que l'arrêté de mise en demeure du 27 septembre 2021 peut être levé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.<br><br>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Le plan a été présenté, il a été mis à jour en juillet 2021 et comporte l'ensemble des items attendus.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 2 : Emissions sonores

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 6.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des limites d'émergence  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :<br><br>Périodes<br>Niveau sonore limite admissible<br>Période de jour allant de 7h à 22h,<br>(sauf dimanches et jours fériés)<br>70 dB(A)<br>Période de nuit allant de 22h à 7h,<br>(ainsi que dimanches et jours fériés)<br>60 dB (A) |
| <b>Constats :</b><br>Les mesures de bruit de 2021 ont mis en exergue une émergence, des actions correctives ont été mises en oeuvre en particulier la surélévation du mur isolant phoniquement de 2,5m.<br>La campagne de mesures de bruit mars 2022 n'a pas révélé d'émergence.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 3 : Zones à risques de l'établissement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.1.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pkan des zones à risque   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.<br><br>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.<br><br>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. |
| <b>Constats :</b><br>Le plan des zones à risque a été présenté. Il comprend les zones à risque incendie mais également déversement et n'appelle pas de remarques de la part du service d'inspection.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 4 : Détection de fumées

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en place de la détection de fumées   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.<br><br>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Le dispositif de détection de fumées a été mis en place et testé par la société Breizh Incendie en début d'année 2023 sans observation sur le pv de test.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : Rejets aqueux**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.2.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :<br><br>Point de rejet n°3<br><br>Paramètres : MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures totaux, Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), Chrome hexavalent, Indice phénols, Cyanures totaux, AOX, PCB<br><br>Type de prélèvement : Échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.<br><br>Périodicité de la mesure : Annuelle                                   |
| <b>Constats :</b><br>Les derniers contrôles de la qualité des rejets a été fait en avril 2023, l'ensemble des paramètres ont été vérifiés, des dépassements apparaissent en MES, DCO, DBO5 et AOX.<br>Des mesures correctives sont prévues par l'exploitant notamment par le remplacement du débourbeur/deshuileur.<br><br><u><b>Demande :</b></u> L'exploitant communiquera le pv d'installation du nouveau débourbeur/deshuileur et réalisera une nouvelle campagne de mesures afin de s'assurer de son efficacité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |

**N° 6 : Gestion des déchets radioactifs**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures en place   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.</p> <p>Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.</p> <p>En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.</p> <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiomètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.</p> <p>La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.</p> <p>En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.</p> <p>L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure de gestion des déchets radioactifs a été mise en place toutefois celle-ci ne répond pas à la demande de l'arrêté préfectoral : en cas de détection d'un déchet radioactif par le portique, l'exploitant refuse le déchargement.</p> <p>Aucune aire spécifique étanche et abritée n'est dédiée à l'accueil des véhicules positifs à la détection radioactive.</p> <p><u><b>Demande :</b></u> L'exploitant se conformera à son arrêté préfectoral en définissant une aire dédiée à l'accueil des véhicules positifs à la détection radioactive.</p> <p>Il contractualisera avec une entreprise spécialisée l'isolement et la qualification du radioélément détecté.</p> <p>La procédure de gestion du déchet sera complétée afin de définir les actions à tenir en fonction de la nature du radioélément.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

**N° 7 : Registre d'enlèvement des batteries**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité de produits traités   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>1.2.1 Liste des installations concernées par les rubriques ICPE<br>A - 2791 – Traitement des déchets non dangereux – presse cisaille 145 kW, 80 t/j<br>A - 2718 – Tri-transit de DD – 2 bennes inox de 11 t pour batteries + 3 bennes tampon de 1 t = 25 t<br>E - 2713 – Tri transit de métaux – 1 114 m <sup>2</sup><br>E - 2712-1 – Traitement des VHU – 770 m <sup>2</sup><br>DC - 2710-1 – Collecte de DD – 2 bacs de 1 t pour apport de batteries en zone couverte = 2 t |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de l'inspection 27t de batteries sont présentes sur site, l'exploitant souhaite augmenter cette quantité et déposera un porter à connaissance à cet effet. Les autres rubriques n'ont pas été modifiées.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 8 : Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation des installations  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les surfaces du site sont aménagées de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• 5 000 m<sup>2</sup> de dalle bétonnée pour les zones d'exploitation extérieures,</li><li>• 700 m<sup>2</sup> de bâtiments couverts sur dalle bétonnée,</li><li>• 2 130 m<sup>2</sup> de voiries restantes imperméabilisées.</li></ul> La zone d'accueil est équipée de 2 ponts bascule et d'un bâtiment de 400 m <sup>2</sup> abritant des bureaux, un hall abritant les déchets apportés par le producteur initial et un auvent de déchargement.<br>La zone de regroupement, tri et cisailage des déchets de métaux se décompose de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• une aire d'entreposage de ferrailles à cisailier en vrac d'une surface de 200 m<sup>2</sup>,</li><li>• une aire d'entreposage de ferrailles cisailées E1C d'une surface de 150 m<sup>2</sup>,</li><li>• une aire « platin » de 120 m<sup>2</sup>,</li><li>• une aire « ferrailles légères » de 160 m<sup>2</sup>,</li><li>• une aire centrale de 384 m<sup>2</sup> divisée en 9 casiers,</li><li>• une aire de 100 m<sup>2</sup> pour les moteurs, stockés dans des conteneurs fermés et étanches.</li></ul> La zone « centre VHU » se décompose de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• un bâtiment de 200 m<sup>2</sup> abritant l'atelier de dépollution, l'atelier de démontage, l'entreposage des liquides retirés des VHU et l'entreposage des moteurs d'occasion,</li><li>• une aire d'attente de 200 m<sup>2</sup> pour les VHU non dépollués,</li><li>• une aire de 160 m<sup>2</sup> pour les carcasses de VHU dépollués et démontés en attente de compactage,</li><li>• une aire de 120 m<sup>2</sup> pour les carcasses de VHU compactées en attente d'évacuation,</li><li>• un haut-vent de 50 m<sup>2</sup> pour les pneus usagés,</li><li>• une aire dédiée aux bennes d'entreposage des verres et composants plastiques volumineux démontés.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Les modifications constatées lors de l'inspection 2021 sont toujours d'actualité et seront intégrées au porter à connaissance prévu pour début 2024.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |



## N° 9 : Installations électriques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.<br><br>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées au moins une fois par an par une personne compétente.<br><br>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.<br><br>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. |
| <b>Constats :</b><br>Le dernier rapport de vérification des installations électriques est en date du 10/05/2022, plusieurs remarques récurrentes apparaissent. L'exploitant évoque des difficultés personnelles ne lui ayant pas permis de s'y atteler.<br><br><u>Demande :</u> L'exploitant formalisera le suivi des remarques issues des contrôles périodiques afin d'y associer un calendrier. Il transmettra à l'inspection le contrôle périodique des installations électriques 2023 afin d'assurer que les corrections ont bien été mises en œuvre.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

## N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exhaustivité des moyens  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li><li>• d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>• d'un système d'alarme incendie ;</li><li>• de robinets d'incendie armés ;</li></ul> |

- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site ;
- de matériels de protection adaptés.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Les moyens décrits dans l'arrêté préfectoral sont présents, la dernière vérification des moyens internes date de décembre 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite